

# Malgré ses promesses, la mairie de Grenoble ne semble pas remettre en question son appui à un anti-démocrate notoire, le maire de Ouagadougou, capitale du Burkina Faso

Ce vendredi 25 janvier, la mairie de Grenoble reçoit avec tous les honneurs Simon Compaoré, le maire de Ouagadougou. Ce dernier appartient pleinement au régime liberticide en place au Burkina Faso depuis l'assassinat de Thomas Sankara, il y a 20 ans. Il a été entre autres directeur de cabinet du dictateur Blaise Compaoré et secrétaire général du parti au pouvoir. Il fut notamment cité par un groupe d'officiers dissidents comme l'un des commanditaires du meurtre du journaliste Norbert Zongo, fin 1998 (cf. *Noir Silence*, François-Xavier Verschave, 2000, p473). Il fait partie de l'oligarchie de ce pays, classé parmi les plus pauvres de la planète, impliqué dans nombreux scandales de la Françafrique (alimentation en armes des terribles guerres civiles du Sierra Leone et du Libéria, détournement de l'or, déstabilisation de la Côte d'Ivoire, etc.).

Le 15 octobre dernier, plusieurs associations de solidarité internationale (dont Survie Isère) se rassemblaient devant la mairie de Grenoble en mémoire de l'assassinat de Thomas Sankara il y a 20 ans. Il s'agissait d'interpeller la mairie sur sa politique de coopération décentralisée, comme le rappelait une lettre de Survie Isère remise à Michel Destot pour l'occasion :

*« Convaincus que la force de la société civile est nécessaire au renforcement de la démocratie, nous sommes de très chauds partisans de toute forme de coopération décentralisée. Néanmoins nous pensons que l'extrême vigilance s'impose dans les pays du Sud où sévit une dictature refusant les droits fondamentaux aux populations ou, comme au Burkina Faso, lorsque le régime en place depuis vingt ans a du sang sur les mains, enferme ses opposants, pourchasse les étudiants et appauvrit son peuple. Dans ces cas là, nous pensons que la coopération décentralisée ne peut être poursuivie qu'à deux conditions seulement :*

*- que les flux financiers ou l'envoi de matériels puissent être facilement suivis et contrôlés dans le détail par les citoyens des*

*deux communautés territoriales concernées,*

*- qu'aucune relation d'autorités à autorités ne soit entretenue au delà des associations ou ONG directement impliquées dans les actions de coopération. Sont donc à proscrire à notre avis les courriers du maire et des élus, les voyages et les réceptions officielles, les accolades médiatiques, et tout ce qui pourrait d'une manière ou d'une autre conforter les régimes en place car tout cela détourne la coopération décentralisée de son objectif final, le développement des peuples et la promotion de la démocratie. »*

Suite à ce rassemblement, la mairie avait accepté l'idée d'une évaluation de leur politique de coopération décentralisée avec Ouagadougou, en partenariat avec les associations présentes (Afric'Impact, Comité pour l'Annulation de la Dette du Tiers-Monde – CADTM, Comité Norbert Zongo, Survie Isère). Le débat semblait donc en bonne voie.

**Aujourd'hui, nous sommes atterrés d'apprendre que la mairie invite Simon Compaoré à la très officielle inauguration de l'IDHIL, l'Institut des Hautes Etudes de l'Action Internationale des Villes et des Gouvernements Locaux. Ainsi la mairie fait le choix délibéré, lors de la création d'une instance chargée de « contribuer à la mise en cohérence et à l'élaboration des politiques publiques internationales des collectivités locales », d'y associer un partenaire infréquentable.**

C'est pourquoi nous nous rassemblons aujourd'hui, vendredi 25 janvier, devant la mairie, pour exprimer notre indignation et envoyer un signal fort au peuple burkinabé : Simon Compaoré ne mérite pas la légitimité et la reconnaissance que lui offre la mairie de Grenoble.

Pour plus d'informations, nous vous recommandons la lecture de la brochure « Dans quelle mesure coopérer avec le Burkina Faso ? », disponible sur [www.survie-isere.org](http://www.survie-isere.org)